

## **Forte mobilisation devant EDF contre les coupures d'électricité Et des avancées significatives obtenues**

Pour la première fois, à l'initiative de l'Association des Elus Communistes et Républicains d'une dizaine de villes du département, une forte délégation, composée de parlementaires, de maires, de conseillers généraux, d'élus municipaux et une cinquantaine de personnes menacées de coupures d'électricité, a été reçue mardi 13 mars par la direction régionale d'EDF.

Ensemble ils ont décrit des situations dramatiques et ont exigé de la direction d'EDF **la reconnaissance du critère des difficultés économiques et sociales pour les familles endettées et l'interdiction des coupures d'énergie, pratique scandaleuse et inhumaine qui aboutie à des drames comme à Saint-Denis l'an dernier.**

Pour l'Association des Elus Communistes et Républicains, l'énergie est une question vitale qui ne peut être considérée comme une marchandise. Elle est aussi nécessaire à la vie en société que l'air que nous respirons. A ce titre, elle doit être reconnue comme un bien indispensable à l'humanité et comme un droit.

La mobilisation du 13 mars a permis d'obtenir

- **immédiatement le réexamen de tous les dossiers concernant les familles pour lesquelles la trêve hivernale s'arrête le 15 mars** (celles qui ont bénéficié du FSE notamment)
- le réexamen de **toutes les situations** avant coupures, au « cas par cas et « ville par ville »
- **des délais de paiement des dettes plus conformes aux moyens des familles**

La délégation a rappelé **l'obligation pour EDF de mettre en œuvre la tarification sociale** dont 70 % des bénéficiaires de la CMU sont actuellement exclus.

Des militants syndicalistes d'EDF ainsi que l'APEIS participaient à la délégation. Ils ont réaffirmé leur solidarité avec les familles en difficulté. Ils ont également fait prévaloir que l'électricité doit relever du service public pour répondre aux besoins des usagers. Ainsi, les points d'accueil de proximité doivent être maintenus et les familles reçues dignement.

Il convient de rappeler que la privatisation d'EDF et l'ouverture totale du marché prévue en juillet prochain seront catastrophiques pour les usagers mais également pour les salariés d'EDF. A l'inverse elles ne le sont pas pour les actionnaires puisque EDF annonce une explosion de ses bénéfices de + de 72%. Raison de plus pour rappeler EDF à son devoir de solidarité et à sa participation financière au Fonds de Solidarité Energie (FSE) laissé aujourd'hui à la charge des collectivités territoriales. 19 000 foyers ont bénéficié du FSE en 2006 dans notre département. La direction d'EDF a annoncé qu'elle rencontrera le Conseil Général le 3 avril à ce sujet.

A l'issue de la rencontre, les élus-es communistes et républicains présents ont annoncé la prise de nouveaux **arrêtés municipaux contre les expulsions locatives et contre les coupures d'électricité, de gaz et d'eau dans de nombreuses villes de Seine-Saint-Denis dont Stains, Bobigny, Le Blanc Mesnil, La Courneuve, Saint-Denis, Bagnolet** entre autres....

Partout des **réseaux d'alerte et de solidarité** contre les pratiques inhumaines de coupures et d'expulsions locatives seront mis en place.

**Dans les tous prochains jours, les élus-es communistes et républicains mettront à la disposition des familles en difficulté Un NUMERO VERT qui déclenchera la mobilisation immédiate de ces réseaux dans les villes et dans les quartiers.**

Il a été convenu de refaire le point avec la direction d'EDF le 13 avril prochain.

**Un rendez-vous sera sollicité avec la direction de gaz de France afin d'obtenir les mêmes avancées.**